



Communiqué de presse

Crise en Artsakh (Haut-Karabakh) : une nouvelle violation par l'Azerbaïdjan de l'accord de cessez-le-feu

Paris 30 mars 2023 - Au 108^e jour de la crise humanitaire en Artsakh (Haut-Karabakh) et du blocus exercé par l'Azerbaïdjan, les forces militaires azéries poursuivent l'oppression à l'encontre de 120 000 civils arméniens natifs de l'Artsakh. Dans la précarité, la population d'Artsakh résiste aux privations de biens essentiels, de médicaments, de chauffage, électricité et d'accès à l'éducation avec la fermeture des écoles.

Parallèlement l'Azerbaïdjan a multiplié les opérations de harcèlement sur le territoire de la République d'Artsakh. **Après avoir froidement abattu trois policiers dans leur véhicule, les forces armées azéries ont de nouveau tenté d'avancer le 25 mars 2023, selon le ministère de la Défense d'Artsakh.** La Russie, médiatrice dans le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, a également accusé samedi Bakou d'avoir violé l'accord de cessez-le-feu ayant mis fin à la guerre de 2020 entre ces deux pays, en laissant ses troupes franchir la ligne de démarcation.

« *Le 25 mars 2023, une unité des forces armées azerbaïdjanaises a franchi la ligne de contact dans le district de Choucha, en violation de l'accord conclu en 2020* ». [Cette nouvelle violation de l'accord tripartite](#) par l'incursion militaire azerbaïdjanaise près de Stepanakert, fut arrêtée, selon le ministre de la Défense d'Artsakh.

Le Haut-Karabakh est devenu une prison à ciel ouvert, où au quotidien, les habitants manquent de tout : nourriture, vivres et produits d'hygiène les plus élémentaires. L'Azerbaïdjan coupe aléatoirement le gaz, l'électricité, les réseaux Internet, plongeant dans l'isolement de l'hiver glacial les habitants de cette région. Le 26 mars, les forces militaires de l'Azerbaïdjan ont ouvert le feu sur les agriculteurs au travail dans les champs près du village de Sos.

Alors que l'Azerbaïdjan exerce depuis plus de 100 jours un blocus total de la région du Haut-Karabakh, **plusieurs sénateurs, parmi lesquels Valérie Boyer et Gilbert-Luc Devinaz,** appellent, dans une tribune au Monde du 25 mars 2023 le gouvernement à engager sans délai une action humanitaire.

L'Arménie et le Haut-Karabakh subissent une **guerre à bas bruit** menée par des États révisionnistes, qui, au-delà de cette région, [contestent les frontières même de l'Arménie](#), désignée à présent comme « l'Azerbaïdjan occidental », ce qui constitue un non-sens historique et une violation de la souveraineté de la République d'Arménie et du droit international. Nathalie Loiseau, députée européenne du Groupe Renew a demandé au Commandement Spatial des Nations unies (UNSC) ainsi qu'à toutes les organisations humanitaires internationales, d'assister la population arménienne en détresse et l'ouverture de la route de Latchin.

Bien que la décision de la **Cour internationale de justice (CIJ)** ait ordonné à l'Azerbaïdjan, mercredi 22 février, d'« *assurer la circulation sans entraves des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Latchine* », le Président autocrate Aliyev, ignore le droit international, et bénéficie d'une zone de non-droit, alors que l'attention médiatique est focalisée par l'agression de l'Ukraine. Cependant la crise actuelle ne constitue pas un passe-droit international, Aliyev doit savoir que sa détermination à résoudre le conflit politique par l'usage de la force l'amènera devant la Cour Internationale de Justice, au même titre que Poutine.

Malgré les appels répétés du secrétaire d'État américain Anthony Blinken de stopper les agressions militaires des forces armées azéries, l'Azerbaïdjan continue les exactions et avance militairement en toute impunité. L'Autocratie Azérie franchit les lignes rouges, en l'absence de sanctions internationales qui tardent dangereusement à se mettre en place.

Contact presse :

ARMARAS

127 rue de Bellevue – 92100 Boulogne-Billancourt – +33 (0) 1 41 46 92 32

Gérard HOVAKIMIAN : g.hovakimian@prodarev.fr – +33 (0) 6 60 43 59 21

A propos d'ARMARAS :

ARMARAS est un collectif de plus de 200 professionnels et volontaires de tous horizons qui s'est spontanément structuré afin d'apporter aux médias toute la documentation nécessaire pour établir la vérité sur ce conflit. Ce collectif est composé d'un groupe stratégique qui donne les principales orientations aux différents groupes de travail : réseaux sociaux, presse, marketing digital et réseau international (USA, Europe et Canada). Pour cela, ARMARAS propose plusieurs outils : conférences, cartographies, mise en contact avec un réseau de spécialistes (histoire, économie, géopolitique...), photos, voyages de presse, contact avec des fixeurs...